

Note

« L'information sur l'Amérique latine et les silences de la presse québécoise (Note) »

Daniel Gay

Études internationales, vol. 13, n° 4, 1982, p. 679-690.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701423ar>

DOI: 10.7202/701423ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTE

L'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES SILENCES DE LA PRESSE QUÉBÉCOISE*

Daniel GAY**

« Il est certain que la presse n'est pas neutre dans le domaine international, puisqu'elle a la possibilité ou de se taire, ou de parler. » Claude Julien, directeur du Monde diplomatique¹.

L'examen attentif des données nous permet de constater qu'un certain nombre de nouvelles se rapportant à l'Amérique latine et transmises, dans une très forte proportion par les principales agences transnationales (Agence France Presse, American Press, Reuter et United Press International) et canadienne (PC) de presse, durant la période 1959-1973, ne sont pas publiées, ou ne sont publiées qu'en partie, dans les quotidiens d'expression française du Québec. Observation apparemment banale, mais, au fond, importante, surtout dans la perspective de réflexions d'ordre théorique et méthodologique sur la dynamique de la censure de l'information internationale.

Sans doute, selon la perception des agences de presse, tous les événements, et même ceux qui peuvent revêtir beaucoup d'importance aux yeux des citoyens de pays du Tiers-

* Il s'agit d'un résumé d'un des chapitres qui composent l'étude réalisée par l'auteur et qui s'intitule provisoirement: *L'information sur l'Amérique latine au Québec: les nouvelles, 1959-1973*. Elle consiste en une analyse quantitative et qualitative d'un échantillon de 501 nouvelles se rapportant à l'Amérique latine (et aux Antilles) et publiées dans *L'Action Catholique* - y compris *L'Action*, *L'Action-Québec* et *A-Propos* - (Québec), *Le Devoir* (Montréal), *La Presse* (Montréal) et *Le Soleil* (Québec), durant les années 1959, 1962, 1966, 1970 et 1973.

Vu la publication prochaine de l'étude en question et les contraintes d'espace, l'auteur n'a pas jugé nécessaire d'inclure dans cet article les considérations détaillées d'ordre théorique, méthodologique et bibliographique habituelles. Au demeurant, il s'agit d'un certain nombre de réflexions sur un thème précis dont la compréhension du cadre dans lequel il s'inscrit exigerait de longs développements.

** Professeur au Département de sociologie de l'Université Laval, Québec.

1. Extrait de la conférence de Claude Julien à l'Université Laval, le 14 septembre 1982, sur le thème: « La presse cherche moins à être objective qu'à être indépendante ». Voir Diane RONDEAU, « La presse internationale: neutre ou non? » *Matricule*, Québec, vol. II, No. 4, 20 septembre 1982, p. 1, et A.D., « Conférence de Claude Julien », du « Monde ». *Au fil des événements*, 23 septembre 1982, p. 6.

monde eux-mêmes, ne méritent-ils pas d'être transformés en nouvelles². On ne peut donc pas blâmer les quotidiens d'expression française du québec de ne pas en faire état. D'ailleurs, notre propos ne concerne pas cette forme de silence total sur certains événements, pratiqué, en dépit de la concurrence, par les quelques grandes industries transnationales de production et de transmission de nouvelles.

Nous voulons montrer plutôt d'une part, que, parmi le grand nombre de nouvelles transmises effectivement par ces agences, le journal effectue des choix: il peut décider de publier une nouvelle concernant tel aspect d'un événement plutôt que tel autre, ou une nouvelle se rapportant à tel événement plutôt qu'à tel autre.

D'autre part, il ne fait pas de doute que ces choix sont conditionnés, à des degrés variables, par des considérations pratiques et exigeantes d'espace. Mais il n'en demeure pas moins que des nouvelles sont publiées quand même, nonobstant le champ relativement circonscrit de l'espace normalement disponible ou rendu disponible. Au demeurant, des nouvelles de toutes sortes peuvent se disputer l'espace disponible, mais les pressions de l'espace n'éliminent pas pour autant les choix à effectuer au regard de l'opportunité d'événements à mettre en évidence, compte tenu de l'impact de leur message sur l'opinion publique.

La direction du journal opte donc entre, au moins, deux partis possibles. Or, l'exercice de la liberté de choisir est activée par des intérêts, motivée par des valeurs, informée par une idéologie – peu importe que le sujet en soit pleinement conscient ou non, au moment crucial de sa décision. Il ne s'agit pas simplement de « plaire aux lecteurs » ou de « donner au public ce qu'il veut ». À ce niveau, la formule journalistique sacramentelle: « All news that fit to print » (« Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées ») laisse en plan une question importante, à savoir qui décide de ce « mérite », quand et pourquoi.

De plus, à l'instar d'autres agents sociaux, les journalistes sont, individuellement ou en sous-groupes, différemment insérés dans une structure sociale dont le dynamisme contribue à faire d'eux à la fois les témoins de sous-cultures spécifiques et des véhicules capables de transporter des charges idéologiques.

Je ne vois pas pourquoi, contemporain des siens, le (la) journaliste québécois (e) échapperait aux contraintes de ce donné sociologique fondamental – fût-il (elle) entraîné (e), dans une large mesure, à se concevoir comme un professionnel au service de la vérité pure et simple et, conséquemment, au-dessus de tout soupçon. Quelque effort que fassent certains théoriciens de l'information et de la communication pour « désocialiser » le (la) journaliste, celui-ci (celle-ci) n'échappe pas si aisément à sa condition humaine et sa pensée ne flotte pas, comme une vierge immaculée, au dessus de la mêlée.

Ce qui nous intéresse, en dernière instance, ce n'est pas tant la pratique de la non-publication en soi, mais l'effet de la non-publication, complète ou partielle, de nouvelles par l'un ou l'autre quotidien, au niveau du démembrement du sens total de l'événement et surtout de l'orientation idéologique que suggère la gestion différentielle du silence.

2. Voir, par exemple, OSTGAARD, E., « Factors influencing the Flow of News », *Journal of Peace Research*, 2, 1968, pp. 39-63; GALTUNG J. & RUGE, H.M., « The Structure of Foreign News: The Presentation of the Congo, Cuba and Cypress Crises in Four Norwegian Newspapers », *Journal of Peace Research*, 2, 1968, pp. 64-91; ENKIN Esther, « Some Problems of Western News Coverage of Africa with Special Reference to the Assassination of Tom M'Boya », *Thesis*, School of Journalism, Carleton University, Ottawa, April 22, 1974; VAN DINH, « Non Alignment and Cultural Imperialism », *The Black Scholar*, December 1975, pp. 39-49; et REYES MATTA, Fernando, « El encandilamiento informativo de América Latina », dans: Fernando REYES MATTA, (éd.), *La informacion en el nuevo orden internacional*, ILET, Mexico, D.F., 1977.

En ce qui concerne les nouvelles se rapportant à l'Amérique latine dans l'échantillon, les silences de la presse sont de deux types: les silences par abstention et les silences par suppression. On ne peut que les illustrer par quelques exemples.

I – LES SILENCES PAR ABSTENTION

Ce type caractérise la non-publication d'une nouvelle dans un ou plusieurs quotidiens, alors que celle-ci est publiée dans un autre quotidien.

● *L'agression américaine contre Cuba*

Reprenons ici l'exemple d'un bloc de nouvelles déjà reproduites, en partie, ailleurs dans le texte, mais qui servaient à illustrer la technique de dispersion spatiale de parties constitutives d'un événement total. Cette fois, l'accent sera mis sur le silence par abstention:

- « La contre-révolution menace l'île de Cuba » (UPI, AFP), *La Presse*, 13 octobre 1959
- « Sucrierie bombardée » (PA), *Le Soleil*, 13 octobre 1959
- « Armes parachutées » (UPI), *Le Soleil*, 13 octobre 1959

Alors que *Le Soleil* publie séparément une nouvelle se rapportant à deux événements qui se sont produits dans le même temps et qui ont la même origine: le mouvement anti-castriste Alpha 66, financé par la CIA, *La Presse*, qui utilise pourtant un titre global, ne fait état que des armes parachutées sur Cuba. Par ailleurs, bien que citant la même agence de presse, UPI, que *Le Soleil*, *La Presse* n'a pas publié, dans son édition du 13 octobre, la nouvelle concernant le bombardement de la raffinerie de sucre à Cuba. La seule nouvelle publiée par *Le Devoir* du 12 octobre 1959, concerne la sucrierie bombardée. Mais elle ne comporte aucun titre; de plus, elle est enterrée sous la rubrique des faits divers: « Dépêches hors sac ».

Celui ou celle qui, à l'époque, ne lisait que *La Presse* comme source d'information internationale, est ainsi privé d'une donnée importante relative à l'élargissement et à l'intensification de l'agression extérieure perpétrée contre Cuba et, par conséquent, à la vraisemblance des accusations formulées alors par le gouvernement de la Havane contre l'impérialisme américain et la bourgeoisie cubaine exilée à Miami.

● *Création d'un institut latino-américain de planification économique et sociale*

Sous le titre: « Vers un institut latino-américain » (AFP), *La Presse* du 19 février 1962 publie un texte qui mentionne qu'au cours d'une réunion de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) tenue à Santiago du Chili, cet organisme s'est prononcé à l'unanimité, moins Cuba, pour la création d'un institut latino-américain de planification économique et sociale.

Cette nouvelle n'est parue dans aucun autre quotidien.

● *Le Brésil nationalise une compagnie américaine*

Le gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul, au Brésil, a nationalisé la Compagnie nationale de téléphone, filiale de l'I.T.T., en accordant aux propriétaires une indemnisation de \$400,000. Protestation du président de la compagnie qui juge le montant ridicule, affirmant que les biens de celle-ci représentent des investissements de l'ordre de \$16 millions.

Seuls *Le Devoir* (« Brésil: l'expropriation d'une société américaine ouvre une crise avec les États-Unis », AFP) et *Le Soleil* (« Le Rio Grande nationalise International Telephone, une filiale américaine », AFP) publient cette nouvelle, le 19 février 1962. *L'Action* et *La Presse* n'en font pas état.

● *Le blocus américain et les relations commerciales du Canada avec Cuba*

- « Notre commerce avec Cuba provoquera des frictions entre Ottawa et les États-Unis (Sénateur David Croll) » (PC), *La Presse*, 22 février 1962
- « Les exportations Canada-Cuba, source d'ennuis avec les États-Unis » (PC), *Le Soleil*, 22 février 1962

Il s'agit d'un débat à la Chambre des Communes d'Ottawa au cours duquel le sénateur libéral, David Croll, s'en prend au gouvernement conservateur de Diefenbaker qu'il accuse de chercher la chicane avec les États-Unis en continuant d'exporter des produits stratégiques vers Cuba. Débat qui s'inscrit dans la controverse relative à l'opportunité pour le Canada de participer au blocus économique imposé par Washington à Cuba, ou de mener, au contraire, une politique indépendante.

Le Devoir ne fait pas mention de cette nouvelle. *L'Action* non plus. Comment interpréter ce silence, surtout dans le cas du *Devoir* ?

Pour comprendre la position du *Devoir*, il faut référer à son comportement antérieur relatif à la question du blocus économique et aux pressions exercées par le gouvernement de John F. Kennedy en vue de se rallier l'adhésion du Canada.

Déjà le 19 février 1962, les agences de presse transmettent la nouvelle à l'effet que les États-Unis demandent à leurs alliés de l'OTAN – dont le Canada – de boycotter Cuba, en réduisant leurs relations commerciales avec ce pays. Voici comment *Le Devoir* et *La Presse* ont rapporté cette nouvelle :

- « Cuba: avertissement de Washington à ses alliés » (source non-indiquée), *Le Devoir*
- « L'OTAN invité à boycotter Cuba » (PC, AFP), *La Presse*

Dans l'orientation du texte de la nouvelle que publie *Le Devoir*, on sent une certaine hostilité à l'égard de la domination américaine, alors que le ton du texte publié par *La Presse* est plutôt neutre. Par ailleurs, alors que dans le titre qu'il choisit, *La Presse* parle d'« invitation » de la part des États-Unis, c'est plutôt le mot « avertissement » qui figure dans celui du *Devoir*, titre en substance conforme avec le texte qui indique clairement que les États-Unis se comportent en grand frère auprès des alliés du Pacte atlantique puisqu'ils les « avertissent » de rompre les relations commerciales avec Cuba, sinon...

D'autre part, le 20 février de la même année, les mêmes quotidiens publient les titres suivants :

- « Résolu à mettre Cuba en 'quarantaine', Washington lance un pressant appel à ses alliés de l'OTAN » (source non-indiquée), *Le Devoir*
- « Réunion prochaine sur Cuba à l'OTAN » (AFP), *La Presse*

Là encore, le texte publié par *Le Devoir* continue à dénoncer la décision américaine. Il souligne aussi l'intention du Canada de maintenir ses relations commerciales avec Cuba.

Par contre, la nouvelle publiée par *La Presse* ne fait pas état de cette décision du Canada; le texte insiste plutôt sur la déclaration du délégué américain à l'OTAN, lequel fait comprendre aux gouvernements alliés la « menace » que représente le communisme pour tout le bloc occidental.

Enfin, ces positions contraires du *Devoir* et de *La Presse*, manifestées, soit par le contenu du texte de la nouvelle ou du titre, ou les deux, face à la politique américaine dans l'affaire du blocus et des pressions exercées sur le Canada, sont encore plus évidentes à partir de cette dernière nouvelle :

- « Profitant de la requête des États-Unis au sujet de Cuba, les pays européens rappelleraient à Washington que la solidarité ne peut jouer à sens unique dans l'OTAN » (source non-indiquée), *Le Devoir*, 21 février 1962
- « L'OTAN ne boycottera pas Cuba » (UPI), *La Presse*, 22 février 1962

Tout le texte de la nouvelle publiée par *Le Devoir* est un réquisitoire en règle des pays européens membres de l'OTAN contre la politique étrangère américaine: « Pourquoi, disent-ils, les membres européens de l'OTAN devraient-ils s'aligner sur la politique des États-Unis dans le cas de Cuba, alors que Washington pourrait être neutre dans des crises impliquant tel ou tel de ses alliés ?

À l'opposé, le texte de *La Presse* souligne que les États-Unis obtiennent peu de support de leurs alliés de l'OTAN.

Ces développements, qui reconstituent, dans une large mesure, le contexte global de l'événement (démarches des États-Unis en vue d'imposer un blocus économique à Cuba et d'y rallier les alliés de l'OTAN, dont le Canada), permettent de mieux saisir le sens du silence du *Devoir* et celui de *La Presse*.

Par rapport à cet événement précis, *Le Devoir* paraît mû par un sentiment nationaliste qui tempère son anti-communisme. Pour lui, le Canada, ainsi que les autres pays membres de l'OTAN, tous étant anti-communistes, ne doivent pas se créer des ennemis (Cuba, par exemple) simplement pour plaire aux États-Unis. Aussi, tend-il à ignorer les nouvelles où l'on fait de la participation du Canada au blocus et à la lutte du socialisme sous l'égide des États-Unis, une nécessité vitale.

Par contre, autant *Le Soleil*, *La Presse* que *L'Action catholique* sont guidés, en 1962, par un anti-communisme virulent. Pas question d'alliance d'aucune sorte du monde occidental avec le bloc communiste. Au contraire, l'idéologie de la « défense du monde libre » permet d'accepter – mieux, de subir – l'hégémonie américaine, parce que ce pays est perçu comme constituant le rempart le plus solide contre « le communisme athée et libéricide ». On comprend donc que, dans le cas de *La Presse*, en particulier, la tendance consiste à ignorer ou à minimiser les nouvelles qui soulignent l'importance pour le Canada de pratiquer une politique étrangère autonome à l'égard des États-Unis, en rapport avec Cuba.

● *Référendum sur le régime politique au Brésil*

Il s'agit de la nouvelle concernant la tenue au Brésil, le 4 septembre 1962, d'un référendum pour l'option entre le régime présidentiel et le régime parlementaire.

Cette information n'a été publiée dans aucun autre journal, sauf *La Presse*: nouvelle sans titre (AFP).

● *Attentat de l'armée contre des ouvriers, et gains importants des guérilleros*

Les nouvelles dont les titres suivent ont paru seulement dans *Le Soleil* (14 mai 1970): « Chars d'assaut contre ouvriers en Argentine » (AFP), et « Les guérilleros brésiliens auraient eu des gains importants » (AFP).

● *L'exécution politique du Président Allende*

- « Mme Allende affirme que son mari ne s'est pas suicidé » (Reuter), *Le Soleil*, 17 décembre 1973
- « Allende avait des blessures au dos » (Reuter), *Le Devoir*, 17 décembre 1973

– « Selon un de ses médecins personnels, le Président Salvador Allende s'est suicidé »
(Reuter), *À-Propos*, 23 décembre 1973

Au cours d'une conférence de presse à Chicago, Mme Hortensia Allende déclare que son mari ne se serait pas donné la mort puisqu'il portait des blessures au dos. Elle a ajouté, d'autre part, que deux de ses filles se trouvaient dans le Palais présidentiel au moment où l'ancien chef de l'État chilien donnait des ordres pour assurer la défense du Palais. *Le Soleil* et *Le Devoir* s'en sont fait l'écho; à quelques nuances près, les titres respectifs dont ils coiffent la nouvelle mettent sérieusement en doute l'hypothèse du suicide accréditée jusqu'ici.

Une semaine plus tard, soit le 23 décembre 1973, Reuter transmet une nouvelle tendant à confirmer l'hypothèse du suicide. *À-Propos* est le seul quotidien à en faire état. D'ailleurs, très cohérent avec le texte, le titre « Selon un de ses médecins personnels, le Président Salvador Allende s'est suicidé », précise que c'est un médecin, donc un professionnel, un pilier de la société qui confirme la version du suicide. Or, qui mieux que lui peut s'y connaître en diagnostic?

Soulignons que *À-Propos* n'a pas rapporté la version contradictoire de Mme Allende. Par ailleurs, l'information relative à la « véracité » du suicide du Président Allende est la seule nouvelle concernant le Chili publiée par le quotidien catholique (il s'agit de *L'Action Catholique* mué en *À-Propos*), durant la semaine du 17 au 22 décembre 1973. Enfin, rappelons deux faits connus à l'époque: le lieu précis de l'enterrement d'Allende, effectué par le gouvernement du général Pinochet, demeure un secret d'État; de plus, celui-ci rejette systématiquement l'idée d'une autopsie indépendante de celle réalisée par des médecins-fonctionnaires.

Le médecin en question, le Dr. Quijones, qui avait été autorisé à faire cette déclaration à la télévision chilienne contrôlée par la junte militaire, avait été déporté auparavant par celle-ci. Par ailleurs, au moment de faire sa déclaration, le Dr. Quijones était en résidence surveillée. Ces renseignements sont fournis par Reuter.

● *Réunion syndicale sur le travail des multinationales dans le tiers-monde*

Selon *La Presse* du 12 avril 1973 (« Réunion syndicale mondiale au Chili ») (AFP), une assemblée syndicale mondiale réunie à Santiago du Chili « se propose d'étudier les effets de la politique menée dans le Tiers-monde par les entreprises transnationales. »

Cette information n'est parue que dans ce journal.

● *Sauf-conduits délivrés par le Canada aux réfugiés chiliens*

Sur 1,400 demandes qu'il a reçues de Chiliens après la chute du gouvernement d'Allende, le gouvernement canadien a émis 184 visas et étudie la possibilité d'en émettre 213 autres, selon le ministre de l'Immigration.

Cette information n'apparaît que dans *Le Devoir*: « Le Canada dit « oui » à 184 Chiliens et étudie 213 demandes » (22 décembre 1973, PC).

● *Élection présidentielle au Venezuela*

Perez Jimenez a gagné les élections du 9 décembre, selon la nouvelle rapportée par *La Presse* (22 décembre 1973), sous le titre: « Perez proclamé président élu du Venezuela » (AFP).

Aucun autre quotidien ne l'a mentionnée.

II – LES SILENCES PAR SUPPRESSION

Ce type de silence est manifesté par la pratique suivante: un ou plusieurs journaux publient une nouvelle dont une partie (par exemple, un paragraphe ou une phrase, dans le cas d'une nouvelle organique³, ou une information séparée, dans le cas d'une nouvelle plurisystémique⁴) importante pour la compréhension totale de l'événement, a été retranchée du texte, alors que le texte de la même nouvelle est publié intégralement dans un autre journal.

● *Les élections présidentielles en République dominicaine*

– « Complot pour falsifier les élections présidentielles. En République dominicaine » (AFP), *L'Action Catholique*, 24 mai 1966.

Il s'agit de la diffusion partielle par ce quotidien d'une nouvelle dont la publication intégrale, le même jour, par *La Presse*, sous le titre « Complot fomenté par des Cubains à Saint-Domingue? » (AFP), indique qu'elle contient trois informations différentes se rapportant à un même événement: les élections présidentielles en République dominicaine.

- Des Cubains de Miami seraient accusés d'un complot visant à falsifier les élections présidentielles, selon le Service de migration;
- trois membres de la « Commission pour les élections libres en R.D. » viennent « d'accomplir une enquête sur l'harcèlement auquel se livreraient les militaires pour empêcher le déroulement normal des élections »;
- « défilement de plusieurs milliers de personnes favorables à l'ex-président Juan Bosch ».

Dans *L'Action Catholique*, seules les deux premières informations sont publiées. Or, ami de Fidel Castro, Juan Bosch était le premier président socialiste de la République dominicaine. La troisième information, qui a été supprimée volontairement ou accidentellement, aurait eu pour effet de montrer que Bosch était demeuré très populaire parmi les masses dominicaines, même si son gouvernement démocratiquement élu venait d'être « déstabilisé » avec l'aide de la CIA.

● *La répression étudiante en Bolivie*

– « Étudiants contre Ovando » (AFP), *Le Devoir*, 16 mai 1970

Le texte du *Devoir* reproduit une déclaration du général Ovando, nouveau président de la Bolivie, lequel lors de son assermentation après les élections affirmait ceci: « Nous nous sommes engagés dans la voie de la libération du pays. » Or, quelques jours seulement après, l'autonomie et la liberté d'expression des étudiants de l'Université étaient violées.

3. Ailleurs dans la recherche, nous proposons une définition de la « nouvelle organique ». En voici un résumé: Elle est constituée de propositions intégrant les unités (« cause », « développement », « fin ») descriptives du récit d'un événement qui s'est déroulé dans un temps fini, et qui sont combinées de manière à concourir à un résultat: l'unité de la totalité du sens de l'événement. Elle est publiée, une fois pour toutes, dans un espace-temps donné.
4. Voici également un résumé de la définition de la « nouvelle pluri-systémique »: elle est le récit émiétté d'un événement qui se déroule dans un temps non fini et dont les étapes successives de développement font l'objet d'une série de nouvelles supplémentaires publiées à peu près en même temps ou à des moments plus ou moins rapprochés de la première nouvelle, dans la même édition ou dans des éditions subséquentes du journal, sous la même rubrique ou sous des rubriques différentes, dans la même page ou dans des pages différentes.

Le Devoir publie le même texte que *Le Soleil*, avec en moins le dernier paragraphe consacré à la thèse gouvernementale: « L'intervention (...) a été faite à la demande de la justice pour saisir un important matériel subversif propice à inciter la guerre civile. »

La suppression de cette déclaration du ministre bolivien de l'Intérieur a pour effet de réduire l'impact de la justification de l'intervention de l'armée. D'ailleurs, le titre de la nouvelle est bien « Étudiants contre Ovando », et non « Ovando contre étudiants ». La différence est importante.

● *La torture au Brésil*

- « Pas d'admission de journalistes dans les prisons brésiliennes » (AFP), *Le Soleil*, 15 mai 1970
- « Brasilia n'ouvrira pas les prisons aux journalistes » (AFP), *Le Devoir*, 16 mai 1970

Il s'agit du même texte sauf pour la dernière phrase où, dans *Le Soleil*, nous avons une explication de l'attitude récalcitrante du gouvernement. Le refus du gouvernement brésilien d'ouvrir ses prisons pour que l'on y vérifie l'absence officielle de prisonniers politiques et de tortures, est justifié par lui en raison de la doctrine de la souveraineté nationale.

Dans *Le Devoir* cette justification, valable ou non, a été retranchée du texte.

● *La répression de la classe ouvrière en Argentine*

- « Chars d'assaut contre ouvriers en Argentine » (AFP), *Le Soleil*, 14 mai 1970
- « Des ouvriers menacent de faire sauter une usine » (AFP), *L'Action*, 15 mai 1970
- « Occupation d'usines en Argentine » (AFP), *La Presse*, 15 mai 1970

Le texte de *La Presse*, comme celui des autres quotidiens, fait état de la cause immédiate qui aurait provoqué les mesures de répression gouvernementale contre les ouvriers: « Les révoltés exigeaient l'annulation d'une mesure de transfert affectant quatre des leurs ».

Cependant, *L'Action*, contrairement à *La Presse*, publie la dernière phase de la nouvelle où l'on signale que « le conflit a pour origine la décision de la direction de transférer quatre ouvriers candidats à une prochaine élection syndicale »

Le texte intégral de l'AFP renseigne beaucoup mieux sur les motifs réels de cette protestation de la classe ouvrière et permet au lecteur de formuler un jugement plus informé sur la réaction du gouvernement argentin.

À noter que *Le Devoir* ne publie pas cette nouvelle.

● *La répression syndicale au Brésil*

- « Assassinat d'un leader syndical » (AFP), *Le Devoir*, 16 mai 1970
- « Protestation syndicale » (AFP), *Le Devoir*, 16 mai 1970

La dernière phrase du texte de l'AFP publié dans *Le Soleil* laisse deviner les coupables du meurtre du leader syndical, au Brésil: « On était sans nouvelle de M. Hansen depuis la date de son arrestation par la police. »

Dans *Le Devoir*, on a coupé cette dernière partie. L'effet est clair: le gouvernement brésilien n'est pas impliqué dans cette affaire d'assassinat. À la limite, le doute que la phrase retranchée fait planer sur la police, s'évanouit.

● *La réduction des missions militaires en Amérique latine*

- « Washington réduit ses missions militaires en Amérique latine » (p. 1); « Les USA réduisent des trois quarts leurs missions en Amérique latine » (p. 15) (AFP), *L'Action*, 12 mai 1970
- « D'ici à l'été 1971 les E.-U. réduiront de 75 p.c. ses (sic) missions militaires en Amérique latine » (AFP), *Le Devoir*, 12 mai 1970
- « Réduction des missions militaires américaines en Amérique latine » (AFP), *La Presse*, 12 mai 1970

Il s'agit d'une nouvelle émanant d'une source unique: l'Agence France-Presse. Le texte de *L'Action* est absolument identique à celui du *Soleil* et du *Devoir*.

Dans *La Presse*, il s'agit également du même texte sauf qu'il est coupé de moitié. La partie supprimée comporte des informations intéressantes qui servent d'arrière-plan à l'appréciation du projet de réduction des missions militaires américaines en Amérique latine. Cela peut refléter le peu d'importance accordée à cette nouvelle comparativement aux trois autres quotidiens. D'ailleurs, les petits caractères du titre de *La Presse*, combinés à la publication d'un texte sévèrement amputé, paraissent confirmer un certain désintéressement face à une diminution possible de l'« aide » militaire américaine en Amérique latine.

Par comparaison, *L'Action* accorde une importance exagérée à cette nouvelle: titre en manchette, très gros caractères – comme si l'on célébrait la fin prochaine de l'impérialisme américain au Sud du Rio Grande.

● *Relations commerciales entre les USA et l'Argentine*

- « Washington vend seize avions à l'Argentine » (AFP), *Le Devoir*, 16 mai 1970
- « 16 'Skyhawks' à l'Argentine » (AFP), *La Presse*, 16 mai 1970
- « Vente d'avions militaires américaines à l'Amérique latine » (AFP), *Le Soleil*, 16 mai 1970

Le Soleil est le seul à publier le texte intégral de l'AFP, dont une partie fort intéressante peut permettre justement de remettre en question la propagande à l'effet qu'il s'agisse d'une vente sans arrière-pensée ou condition quelconque de la part des États-Unis à l'Argentine.

Le texte de *La Presse* et du *Devoir* ne comporte pas cette partie.

Conclusion

L'interprétation de ces données, dans le cadre de cet article, ne peut être que fragmentaire. En effet, le phénomène du silence de la presse ne peut être maîtrisé que s'il est mis en relation avec d'autres données pertinentes aux types d'événements privilégiés, à la mise en valeur différentielle de nouvelles s'y rapportant, au degré de cohérence du titre par rapport au contenu de la nouvelle et à la structure des images qui se dégagent du texte de la nouvelle. Ces divers thèmes font l'objet d'une analyse élaborée dans l'étude qu'on a déjà mentionnée.

Néanmoins, et sous réserve d'une analyse ultérieure plus fine et qui tienne compte autant des similitudes que des différences significatives entre les principaux quotidiens du Québec, on peut faire quelques constatations et suggérer certaines hypothèses.

Que les spécialistes de l'aménagement de l'espace rédactionnel dans un journal mettent, en utilisant la stratégie de la publication ou celle de la non-publication totale ou partielle du texte d'une nouvelle, l'accent sur la gravité des protestations ouvrières de manière à justifier implicitement des mesures de répression gouvernementale, ou à susciter la sympathie en faveur des victimes de cette répression; que le résultat de ces stratégies tende à ne mettre en relief que le côté positif, ou négatif, d'une situation; qu'il s'agisse de neutraliser ou de minimiser l'impact d'un discours accusateur, ou panégyrique, en rapport avec une politique, le comportement d'élites politiques ou l'initiative de groupes contestataires; qu'il soit question de souligner la « générosité » d'États capitalistes avancés en rapport avec « l'aide désintéressée » à des pays en voie de développement ou, au contraire, de mettre plutôt l'accent sur le travail de l'impérialisme; qu'il s'agisse, enfin, d'articuler les réalisations d'un régime socialiste, ou de les ignorer systématiquement – voilà qui suggère fortement que les silences de la presse sont loin d'être muets: discours particuliers revêtus de la défroque de l'« objectivité » ou de la « neutralité », ils sont pourtant susceptibles de transporter des charges idéologiques.

Le silence de la presse est donc un langage. En fait, parmi les journaux on assiste, à l'occasion d'événements qui se déroulent au Sud du Rio Grande et dont la diffusion répétée peut avoir un impact au Québec (grèves d'ouvriers ou d'étudiants, enlèvements d'hommes d'affaires, nationalisation d'entreprises, contestation de l'autorité politique ou ecclésiastique, affirmation de la souveraineté nationale, tamisage des investissements étrangers...), à une véritable guérilla, à un chassé-croisé épique au niveau de la gestion différentielle du silence. C'est que bon nombre de nouvelles constituent, en raison même du caractère des événements qu'elles rapportent, un défi à des croyances et à des valeurs jugées fondamentales: le principe de l'autorité; la pérennité de l'Ordre; le caractère « naturel » de l'inégalité menacé par l'« excès » de revendications des opprimés; la défense du « monde libre »; l'intérêt de classe travesti en « intérêt national »... À l'opposé, ces croyances et ces valeurs peuvent être d'un autre ordre: le droit inaliénable à la justice; le droit inaliénable à la souveraineté versus l'abandon, même temporaire, de celui-ci au profit de « privilèges » de la dépendance envers l'hégémonie de l'Oncle Sam; la notion de transformation inévitable ou souhaitable du système...

Il est donc naïf de croire que la censure exercée, non pas sur toutes les nouvelles mais bien sur certains types de nouvelles, par l'autorité hiérarchique dans l'entreprise de presse, n'est dictée que par la nécessité dans laquelle se trouve celle-ci de prendre en considération des contraintes d'espace. Celles-ci sont réelles, mais elles ne constituent pas les motifs uniques et exclusifs de la censure. Le couperet et la guillotine que le censeur anonyme fait tomber sur certains types de nouvelles, est activé également par un puissant moteur idéologique. Réalité que le discours techno-administratif a de la peine à accepter voire à exorciser.

À la limite, les silences de la presse d'expression française du Québec sont une arme de combat dans l'arène où se confrontent ceux (celles) qui se conçoivent, de manière autoritaire, comme « les forces du Bien » et ceux (celles) que la culture de l'oppression définit comme « les forces du Mal »⁵ — combat dont l'enjeu est le maintien ou l'ajustement ou, au contraire, l'éclatement d'un modèle fonctionnel d'organisation économique, politique et culturel de la société capitaliste, en particulier de « la société d'ici ».

5. Sur la discussion d'un thème analogue à celui-ci, voir, par exemple: MATTELART, Armand, *La cultura como empresa multinacional*, Mexico, Ediciones Era, 1974. En particulier, pp. 12-18 et sq.

Dans cette partie de l'analyse qui se veut essentiellement exploratoire, nous n'avons pas la fausse prétention d'avoir épuisé l'étude du phénomène du silence de la presse, en particulier dans les principaux quotidiens d'expression française du Québec et en rapport avec la gestion des nouvelles concernant l'Amérique latine. Si le dessein est impérieux, on conviendra aisément que la tâche est immense.

Une observation supplémentaire, d'ordre méthodologique, s'impose: la nécessité de construire un modèle théorico-empirique suffisamment riche, susceptible d'intégrer les manifestations diverses du silence de la presse au Québec et ailleurs dans le système capitaliste de production, de circulation et de gestion de l'information internationale.

En plus de ceux que nous avons déjà tenté d'analyser dans la présente étude – à savoir, le silence par abstention et le silence par suppression, voici deux éléments structureaux possibles d'un tel modèle. Nous les nommerons: le silence total à la source et le silence total au relais.

Le silence total à la source réfère à la pratique selon laquelle un certain nombre d'événements importants pour les masses latino-américaines et antillaises, ne sont pas transformés en nouvelles par les principales agences transnationales de presse et, par conséquent, ne sont pas portés à l'attention des lecteurs québécois. Ce type de silence n'est certes pas « produit » directement par la presse québécoise, mais la dynamique de la dépendance hiérarchisée dans le contexte de l'économie mondiale capitaliste de la production et de la circulation de l'information sur les pays du Tiers-Monde, rend la presse capitaliste du Québec solidaire de ce silence.

Mais, cela va de soi, un certain nombre de nouvelles sont effectivement produites par les principales agences transnationales de presse et transmises, via le téléscripneur, aux principaux quotidiens d'expression française du Québec; ceux-ci ont le statut de relais.

Assumant le rôle d'une espèce de « scholars-in-residence » au sein de l'équipe de rédaction d'un échantillon de quotidiens, des chercheurs pourraient entreprendre, dans une perspective synchronique ou longitudinale, une analyse comparative de trois types de nouvelles « reçues »: le premier type concerne les nouvelles retenues par le chef de pupitre (ou tout autre représentant officiel de l'organisation) pour fin de publication éventuelle et qui sont publiées effectivement; le deuxième type de nouvelles regroupe celles qui étaient retenues pour fin de publication possible, mais qu'on a décidé, au dernier moment, de ne pas publier; enfin, le troisième type de nouvelles sont celles qu'on avait décidé, dès le départ, de ne pas publier et dont le texte est confié à la poubelle.

Cette procédure permettrait sans doute d'identifier les caractéristiques structurales (nature) et normatives (sens) de l'événement que rapporte la nouvelle non publiée par l'ensemble des journaux. C'est le silence total au relais.

Il comporte deux dimensions: le silence total pratiqué par rapport à une même nouvelle transmise par une agence de presse donnée, et la non-publication d'une même nouvelle émanant de plusieurs agences.

La structure globale du modèle d'étude du silence de la presse comporterait donc les quatre grandes dimensions suivantes: silence total à la source (agences transnationales de presse); silence total au relais (ensemble des journaux n'ayant pas publié une nouvelle effectivement reçue); silence différentiel par abstention et silence différentiel par suppression

6. Sur divers aspects de ce thème, voir, par exemple: EWEN, Stuart, *Captains of Consciousness*, N.Y., McGraw-Hill, 1976, et HAMELINK, Cees, *La aldea transnacional*, Gustavo Gili, Barcelona, 1981.

(non-publication totale ou partielle, par un journal, d'une nouvelle publiée par d'autres journaux).

Notre intérêt s'est limité ici à la seule fonction descriptive du modèle proposé. Néanmoins, au niveau de sa fonction d'explication ou de prédiction, il présenterait également l'avantage de permettre, d'une part, de dégager les particularités et les spécificités de la gestion du silence dans la presse d'expression française du Québec, d'autre part, d'articuler celles-ci à la dynamique de la censure politique et idéologique au niveau du système mondial capitaliste de production, de circulation et de gestion de l'information sur les pays du Tiers-monde.

Le système mondial capitaliste – dont fait partie le Québec, faut-il le rappeler avec insistance, et que se partagent les grandes entreprises transnationales de presse – est le lieu géométrique où s'alimentent, se confrontent ou se fertilisent réciproquement les idéologies du « pouvoir d'informer » et cela, en dépit des spécificités locales, nationales ou régionales de style ou de contenu⁶.

Le poids d'une perspective exclusivement culturaliste et endogène aurait pour effet d'empêcher ou de banaliser toute recherche autonome et libre visant, entre autres objectifs, à montrer que certains gestionnaires de l'information internationale, qu'ils soient des « gens d'ici » ou d'ailleurs, sont, en dépit des apparences, unis par la solidarité dans le refus, ou la promotion, de l'éveil des minorités prophétiques dans les pays du Tiers-Monde.

On perçoit donc l'intérêt que peut présenter, au-delà de considérations purement techniques sur l'information internationale, une étude systématique sur la dimension idéologique et politique du phénomène du silence de la presse.

En attendant, « il est certain que la presse n'est pas neutre dans le domaine international, puisqu'elle a la possibilité ou de se taire ou de parler ». Or, parler, ou se taire, dans un Québec qui bouge, est un acte éminemment politique – surtout à propos de « l'Amérique latine à l'heure des brasiers »...